

dent et du directeur général des Charbonnages de France, lors de la catastrophe de Liévin du 10 septembre 1948 [16 novembre 1948] (p. 6990); — sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur au sujet de prétendues interventions extérieures qui auraient exercé des pressions sur la politique française [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur le motif de la grève des mineurs, la répression, sa prise à partie du Ministre de l'Intérieur*) [17 novembre 1948] (p. 7038 et suiv.); *Sa réplique à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce; Ses observations sur l'absentéisme des mineurs et la politique de l'Etat patron* [18 novembre 1948] (p. 7094 et suiv.); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de commissions d'enquête, ses observations sur les conditions de déroulement de la grève, les décrets Lacoste et la grève des dockers* [23 novembre 1948] (p. 7162, 7163, 7164); — sur les nouvelles méthodes d'exploitation mises en vigueur dans les mines et la suppression des services de sécurité [11 février 1949] (p. 548). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Son rappel au règlement (Insultes lancées à Mme Vermeersch)* [27 janvier 1950] (p. 623). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation de l'article 12 du statut des mineurs [14 mars 1950] (p. 1986). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'attaque de l'avion transportant M. Maurice Thorez [5 décembre 1950] (p. 8617, 8618).

LECOURT (M. Robert), Député de la Seine
(2^e circonscription).

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet QUEUILLE)

du 13 février 1949 au 28 octobre 1949

Son élection est validée [29 novembre 1946]

(p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la réforme administrative [30 novembre 1948] (p. 7302); de la Commission des finances [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à : 1^o porter prorogation jusqu'au 1^{er} juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2^o permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation; 3^o fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946; 4^o protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements; 5^o renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations, n^o 23. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n^o 29. — Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire, n^o 200. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à adresser aux troupes françaises de l'Indochine l'expression de son admiration et sa confiance et à saluer leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence et la paix françaises, n^o 290. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 26 de la loi du 14 avril 1924 en vue de permettre à toutes les femmes divorcées à leur profit de bénéficier de la retraite de leur mari décédé, quelle que soit la date du divorce, n^o 523. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consacrer la réalité de l'Union française par la visite solennelle d'une haute personnalité de l'Etat aux populations des départements français et des territoires français d'outre-mer, n^o 608. — Le 25 février 1947, une proposition de loi relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte, n^o 718. — Le 14 mars 1947, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 52 du Règlement, n^o 933. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative,

n° 1156. — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 83 du Règlement, **n° 2742.** — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à adresser le salut fraternel de l'Assemblée Nationale aux officiers, sous-officiers et soldats qui, dans l'accomplissement de leur devoir, défendent en Indochine l'intégrité de l'Union française, **n° 3109.** — Le 2 septembre 1948, un projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, **n° 5410.** — Le 31 août 1948 un projet de loi modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, **n° 5418.** — Le 31 août 1948, un projet de loi tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie, **n° 5419.** — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative, **n° 6059.** — Le 11 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 57 du Règlement, **n° 6063 (rectifié).** — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à faciliter le travail des administrations et des entreprises par l'impression rationnelle des textes législatifs et réglementaires, **n° 6431.** — Le 22 février 1949, un projet de loi modifiant l'article 475 du Code pénal, **n° 6543.** — Le 24 février 1949, un projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, **n° 6571.** — Le 24 février 1949, un projet de loi portant création de « France-Presse », **n° 6576.** — Le 29 mars 1949, un projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881, **n° 6859.** — Le 29 mars 1949, un projet de loi constatant la nullité de la loi du 26 juin 1941 et instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, **n° 6860.** — Le 6 avril 1949, un projet de loi relatif à la vente des immeubles de faible valeur, dépendant des successions vacantes, **n° 6959.** — Le 12 avril 1949, un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, **n° 7022.** — Le 17 mai 1949, un projet de loi modifiant les articles 23, 24, 63, 69 et 326 du Code d'instruction criminelle, **n° 7133.** — Le 17 mai 1949, un projet de loi complétant et modifiant l'article 23

de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, **n° 7134.** — Le 17 mai 1949, un projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession à cette collectivité des bâtiments de l'ancien tribunal de Thionville, **n° 7155 (et annexe).** — Le 18 mai 1949, un projet de loi complétant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, **n° 7189.** — Le 24 mai 1949, un projet de loi prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 7259.** — Le 25 mai 1949, un projet de loi accordant aux militaires et marins mobilisés à Madagascar le bénéfice des dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939, ayant pour objet de permettre, en temps de guerre, le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux, **n° 7265.** — Le 16 juin 1949, un projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle, **n° 7462.** — Le 16 juin 1949, un projet de loi modifiant le décret du 17 juin 1938 relatif au baignage, **n° 7463.** — Le 21 juin 1949, un projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel d'Alger et affectation de magistrats à la Chambre de révision en matière musulmane, **n° 7543.** — Le 21 juin 1949, un projet de loi prorogeant la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1949 les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicable jusqu'à cette date, **n° 7544.** — Le 30 juin 1949, un projet de loi relatif à l'abandon de famille, **n° 7684.** — Le 11 juillet 1949 un projet de loi tendant à accorder une subvention de 1.500.000 francs à l'Union internationale des avocats à l'occasion du prochain Congrès à Paris de cette Union, **n° 7848.** — Le 12 juillet 1949, un projet de loi portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 7866.** — Le 12 juillet 1949, un projet de loi relatif au cumul par le même titulaire, de plusieurs greffes de justices de paix, **n° 7867.** — Le 20 juillet 1949, une lettre rectificative au projet de loi instituant une procédure de révision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation

de collaboration avec l'ennemi, **n° 7934**. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Alger, **n° 8095**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant les articles 251 et 310 du Code d'instruction criminelle et 217 du Code pénal, **n° 8191**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi complétant le Livre II, titre III, chapitre IV, du Code d'instruction criminelle, **n° 8192**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 14 août 1885 « sur les moyens de prévenir la récidive », **n° 8193**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif aux pouvoirs des juges d'instruction et procureurs de la République, **n° 8198**. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi modifiant l'article 196 du Code d'instruction criminelle, **n° 8199**. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, Etat A, Travail et Sécurité sociale, **n° 8426 (Annexe n° 26)**. — Le 2 février 1950, une proposition de résolution tendant à amender certaines dispositions de la Constitution, **n° 9148**. — Le 14 mars 1950, une proposition de résolution tendant à compléter et modifier le Règlement pour empêcher l'obstruction des débats de l'Assemblée, **n° 9477**. — Le 28 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux étudiants atteints de longue maladie depuis une date postérieure au 1^{er} janvier 1948 ; 2° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la Sécurité sociale aux étudiants dont le constat médical est antérieur au 1^{er} janvier 1949, **n° 9647**. — Le 23 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13 500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand, **n° 9997**. — Le 23 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ; 2° les propositions de loi : a) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions

du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs ; b) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites minières et toutes les prestations servies par la Caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves ; c) de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, **n° 10014**. — Le 21 juillet 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale instituant une majoration familiale à la suite de l'attribution d'une prime exceptionnelle sur les salaires, **n° 10705 (rectifié)**. — Le 29 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travail et Sécurité sociale), **n° 10823**. — Le 14 novembre 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1^{er} à 46 inclus et art. 49) ; II. les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, **n° 11258**. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à préparer un plan de réformes administratives, **n° 11805**. — Le 7 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale),

Travail et Sécurité sociale, n° 12095. — Le 13 février 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 10503) tendant à préciser à l'égard du personnel des Caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, n° 12180. — Le 1^{er} mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11047) et la lettre rectificative (n° 12336) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale), n° 12392. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à mettre en œuvre les éléments d'une politique sociale, n° 12468. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12713) accordant une avance de trésorerie à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, n° 12870. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gérard Vée (n° 2574) et plusieurs de ses collègues concernant les jardins ouvriers, n° 13086. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues (n° 12218) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés; 2° de M. d'Astier de la Vigerie et plusieurs de ses collègues (n° 12300) tendant à supprimer les abattements de zones, n° 13087. — Le 7 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Bergasse (n° 9108) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle; 2° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 9174) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail; 3° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues (n° 9359) tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, n° 13106. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13139) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11047) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour

l'exercice 1951 (Travail et Sécurité sociale), n° 13279.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la nomination du bureau définitif de l'Assemblée [3 décembre 1946] (p. 46); — sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [4 décembre 1946] (p. 56), [5 décembre 1946] (p. 59). — Prend part à la discussion : de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 109 et suiv.); — de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 325). — Est entendu au cours du débat sur la composition du Gouvernement : *Ses observations sur l'ordre du jour (Continuité de la politique étrangère; Ministère de la Défense nationale)* [28 janvier 1947] (p. 54). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 24 : *Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les droits des tiers qui ont traité après le 1^{er} juin 1944 et avant le jugement ordonnant la confiscation* [6 février 1947] (p. 191). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [6 février 1947] (p. 207). — Participe à la discussion du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 70 : *Renvoi à la Commission de l'article 70 relatif au droit d'amendement* [4 mars 1947] (p. 570). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL : *Discussion générale; Grève des journaux parisiens* [7 mars 1947] (p. 735, 736); — sur la date du débat pour l'élection du Président de la Haute Cour de justice [11 mars 1947] (p. 796), [18 mars 1947] (p. 868). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance (Politique en Indochine)* [22 mars 1947] (p. 1025, 1026); — d'une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Ses observations sur l'heure de reprise de la discussion* [28 mars 1947] (p. 1243). — Est entendu sur le règle-

ment de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336, 1338, 1339). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1461). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de l'interpellation de M. Lespès sur les entreprises nationalisées* [3 juin 1947] (p. 1888). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève (*Urgence du débat*) [18 juin 1947] (p. 2180); — de l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées : *Son ordre du jour de confiance* [20 juin 1947] (p. 2287); — des interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement (*Date de la discussion*) [25 juin 1947] (p. 2431); *Ses observations concernant la discussion de l'ordre du jour* [2 juillet 1947] (p. 2635); *Renvoi du débat sur l'ordre du jour* (p. 2640); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2752); — de la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués des entreprises : *Discussion générale; Renvoi de la discussion* [26 juin 1947] (p. 2495). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3067); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Nécessité d'interrompre la session le 13 août*) [29 juillet 1947] (p. 3685, 3686). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres de fonctionnaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (Obstruction prétendue du groupe communiste)* [12 août 1947] (p. 4286). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 quinquies : *Application de l'article 48 du règlement au sujet de l'amendement de M. Dupuy* [31 juillet 1947] (p. 3778, 3779); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Discussion générale (Subventions au charbon et à l'acier)* [2 septembre 1947]

(p. 4849). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement pour éviter des manifestations comme celles organisées à Verdun [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4968, 4969, 4970). — Est entendu au cours du débat sur : l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Léon Blum) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lussy* [21 novembre 1947] (p. 5115, 5116); — l'investiture du Président du Conseil désigné : *Sa motion tendant à l'investiture de M. Robert Schuman* [22 novembre 1947] (p. 5127). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [27 novembre 1947] (p. 5188). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Discussion immédiate d'une proposition de modification du règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5260); — au cours de la discussion du projet de loi sur la défense de la République : *Ses observations sur l'obstruction organisée contre le vote de la loi* [29 novembre 1947] (p. 5287); — au cours de la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Sa motion de confiance au Président Herriot, signée des présidents des groupes de la majorité* [29 novembre 1947] (p. 5337); Art. 3 : *Son amendement tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5457, 5460); *Son rappel au règlement sur sa demande de clôture* (p. 5471). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Michel sur les incidents sanglants de Valence le 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* (p. 5521); — des interpellations sur le renvoi de la mission française de rapatriement en U. R. S. S. : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [12 décembre 1947] (p. 5718); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 73, 74); — sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle tendant à l'affichage de*

la liste de candidats établie par les présidents de groupes [14 janvier 1948] (p. 151). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les loyers*) [30 janvier 1948] (p. 335); — sur le dépôt, avec demande de discussion d'urgence, de propositions de résolution (*Mauvaise organisation du travail*) [12 février 1948] (p. 673, 674). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répression des hausses de prix injustifiées; Art. 2 : *Amendement de M. Violette tendant à interdire tout nouvel arrêté après le 1^{er} mars 1948* [19 février 1948] (p. 882). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au règlement* [2 mars 1948] (p. 1271, 1272); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur l'organisation des transports*) [11 mars 1948] (p. 1675); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur le prix du gaz et de l'électricité [4 mai 1948] (p. 2497). — Prend part à la discussion : de ces interpellations : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [4 juin 1948] (p. 3235); — de la proposition de loi portant stabilisation des prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République : *Sa demande de retrait de l'ordre du jour* [2 juin 1948] (p. 4281); — des projets de loi notifiant trois actes internationaux (coopération économique) : *Absence des orateurs* [6 juillet 1948] (p. 4343). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture de M. Marie, Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Queuille* [24 juillet 1948] (p. 4894). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées : *Question préalable posée par M. Michel* [20 août 1948] (p. 6032, 6033); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Deixonne tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés recevant l'aide de l'Etat* (p. 6034, 6035); *Amendement de M. Gallet tendant à étendre les incompatibilités à la fonction de représentant* (p. 6035, 6036); *Amendement de M. Roucaute tendant à étendre les incompatibilités aux fonctions d'ambassadeur, gouverneur et chargé de mission* (p. 6036); Art. 2 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à interdire*

aux anciens membres du Gouvernement d'exercer des fonctions dans les sociétés d'économie mixte (p. 6037); — du projet de loi relatif aux loyers, amendé par le Conseil de la République : Art. 3 : *Amendement de MM. Dominjon et Mondon tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires de réquisitions* [25 août 1948] (p. 6226); Art. 13 bis : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés dont le logement est dans un rayon de 20 kilomètres de leur nouvelle résidence* (p. 6251, 6252, 6254); Art. 15 : *Amendement de M. Citerne relatif aux congés déjà donnés* [26 août 1948] (p. 6280, 6281); Art. 33 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir l'exécution provisoire des jugements* (p. 6291); Art. 57 : *Rectification d'une erreur matérielle* (p. 6298); Art. 13 bis : *Amendement de M. Triboulet tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards de plus de 65 ans* (p. 6312, 6313). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (2^e Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [10 septembre 1948] (p. 6471).

En qualité de Député :

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au nombre actuel des agents du contrôle économique et à la réduction éventuelle de ce nombre malgré la continuation du recrutement [17 décembre 1948] (p. 7695); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* (*Ses observations sur l'administration pléthorique, les économies à réaliser en ce domaine, la lenteur de la machine administrative, l'auto-défense des différents services contre toute mesure de suppression ou de réduction de personnel*) [20 décembre 1948] (p. 7756, 7757, 7758); *Discussion générale* (*Ses observations sur le plan de la réforme administrative et les Comités techniques d'études*) [21 décembre 1948] (p. 7814, 7815); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles de 1949; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [31 décembre 1948] (p. 8257); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative : *Discussion générale* [10 février

1949] (p. 452, 453) ; Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article 2 ne permettant de dépenses nouvelles qu'en contrepartie de ressources nouvelles* (p. 459) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir, grâce aux économies réalisées, l'amélioration du reclassement des fonctionnaires* (p. 471, 472). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Queuille) [13 février 1949] (*J. O.* du 14 février 1949, p. 1674).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux de locataires de garnis et chambres meublées : *Sa demande de renvoi à la Commission* [17 février 1949] (p. 632, 633) ; — du projet de loi relatif à l'acquisition de la naturalisation française par déclaration ; Article unique : *Amendement de M. Pourtalet tendant à inclure tous les « originaires »* [17 février 1949] (p. 638, 639) ; *Amendement de M. Barel tendant à étendre la loi aux personnes résidant à Monaco* (p. 640) ; *Amendement de M. Pourtalet tendant à étendre la loi aux originaires de ces territoires déjà naturalisés* (p. 641) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5629). — Répond à une question de Mme Lefebvre relative aux personnes imposables en 1948, ne l'étant plus en 1949, qui se voient réclamer un certificat de non-imposition 1948 [18 février 1949] (p. 698). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République, portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1485, 1486) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la justice ; *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1721) ; Chap. 101 : *Sa demande de suppression de l'abattement sur les indemnités pour le personnel de l'administration centrale* (p. 1721) ; Chap. 116 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire de l'administration centrale* (p. 1722, 1723) ; Chap. 300 : *Matériel de l'administration centrale (Bureaux des juges d'instruction)* (p. 1723, 1724) ; Chap. 301 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'installation du Conseil supérieur de la magistrature* (p. 1724) ; — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel ; Art. 6 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri*

relatif à la procédure devant le juge des référés [29 mars 1949] (p. 1812). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Abattement pour l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [29 mars 1949] (p. 1814). — Répond à une question de M. Fernand Maillocheau relative au malaise résultant des congés abusifs donnés par de nombreux propriétaires à leurs fermiers et métayers [1^{er} avril 1949] (p. 1997, 1998). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi, amendé par le Conseil de la République : Art. 3 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer le deuxième alinéa assimilant les spoliations à des réquisitions* [7 avril 1949] (p. 2184) ; — de la proposition de loi relative à la publicité des protêts ; Art. 3 : *Procédure de la publicité des protêts* [20 mai 1949] (p. 2728) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 6 : *Interdiction de publier les états établis en vertu de cette loi* [30 juillet 1949] (p. 5630) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Question préalable posée par M. Péron (Ses observations sur l'affaire Scaffa-Joanovici)* [7 juin 1949] (p. 3181, 3182) ; *Discussion générale* (p. 3194, 3195) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression des cours de justice* [5 juillet 1949] (p. 4222) ; *Sous-amendement de M. Mutter tendant à supprimer le 31 juillet 1949 les Cours de justice de Colmar, de Lyon et de Toulouse* (p. 4222) ; Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à substituer les cours d'assises aux tribunaux militaires* (p. 4225) ; Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à renvoyer les affaires de presse devant la Cour de justice de Paris* [6 juillet 1949] (p. 4267) ; *Sous-amendement de M. Péron tendant à renvoyer les affaires pendantes devant la Cour de justice de Paris* (p. 4268) ; Art. 5 : *Maintien provisoire des Chambres civiques pour liquider les affaires en cours* (p. 4271) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers ; Art. 6 : *Amendement de M. Dominjon relatif aux modalités d'application de la nouvelle loi et au maintien dans les lieux des locataires de locaux insuffisamment occupés devant sous-louer une pièce* [16 juin 1949] (p. 3395). — Répond à une question : de M. Theetten relative à une nouvelle promotion de la médaille de la Résistance [17 juin 1949] (p. 3484) ; — de M. Hamon relative à la sup-

pression du service des recherches des criminels de guerre ennemis [17 juin 1949] (p. 3484). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions législatives en vigueur en Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [23 juin 1949] (p. 3679) ; — du projet de loi relatif à la législation des loyers dans les départements d'outre-mer ; Article unique : *Amendement de M. Valentino relatif à la transmission du droit au maintien dans les lieux* [28 juin 1949] (p. 3810) ; — du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer le représentant du Ministère de l'Intérieur dans la Commission de contrôle* [2 juillet 1949] (p. 4097) ; Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Deixonne relatif à la prohibition d'importation en France de publications non conformes à la présente loi* (p. 4098) ; Art. 11 *quater* : *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer l'extension faite par le Conseil de la République à toute publication licencieuse* (p. 4100) ; *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le 3^e et le 4^e alinéas* (p. 4101) ; Art. 12 : *Amendement de M. Félix tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant un décret pour appliquer la loi et les limitations d'importation de dessins étrangers* (p. 4103) ; — d'une proposition de loi relative aux astreintes en matière d'expulsion ; Art. 2 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser le paiement de l'astreinte et le paiement de l'indemnité due* [30 juin 1949] (p. 3986, 3987) ; Art. 3 : *Rétroactivité de la loi* (p. 3987, 3988) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; *Sa demande de vote par division* [8 juillet 1949] (p. 4401, 4402) ; — d'une proposition de loi relative à l'amnistie en matière de condamnation pour faits de grève : *Urgence* [19 juillet 1949] (p. 4761). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les campagnes de diffamation contre la Résistance [19 juillet 1949] (p. 4785, 4786). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la législation sur les jardins ouvriers : *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5092) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Différence de statuts entre les jardins familiaux et les jardins attenants aux maisons d'habitation* [30 juillet 1949] (p. 5633) ; — d'une proposition de loi

relative à l'amnistie : *Urgence* [29 juillet 1949] (p. 5480) ; — d'une proposition de loi relative à la détention préventive des résistants : *Urgence* [29 juillet 1949] (p. 5480, 5481) ; Art. 1^{er} : *Mise en liberté provisoire de tous les inculpés résistants* (p. 5482, 5483) ; Art. 2 : *Extension de la loi à tous ceux qui auront accompli des actes en faveur de la libération du territoire* (p. 5483) ; — du projet de loi portant prorogation de certaines sociétés arrivées à leur terme statutaire, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article* [30 juillet 1949] (p. 5629). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [13 octobre 1949] (p. 5764).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 37 : *Son amendement tendant à exiger du Gouvernement un projet de budget avant le 1^{er} mars 1950* [27 décembre 1949] (p. 7403) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur* [5 juin 1950] (p. 4234, 4235, 4236, 4237) ; Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale présentée par le Gouvernement* (p. 4248) ; Chap. 1050 : *Amendement de M. Gazier tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le contrôle de la Sécurité sociale (Suppression d'emplois de contrôleurs généraux)* (p. 4250) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4252, 4253) ; Chap. 1070 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour les auxiliaires des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4253) ; Chap. 1090 : *Demande de rétablissement des crédits pour les contractuels des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, présentée par le Gouvernement* (p. 4254) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir partiellement les crédits pour les attachés du travail* (p. 4255) ; Chap. 1150 : *Demande de rétablissement des crédits pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale, présentée par le Gouvernement* (p. 4255) ; Chap. 3060 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais d'enquête de la main-d'œuvre, présentée*

par le Gouvernement (p. 4259) ; Chap. 3090 : *Crédits affectés aux Nord-Africains* (p. 4260, 4261) ; Chap. 3190 : *Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses de fonctionnement des conseils et commissions, présentée par le Gouvernement* (p. 4262) ; Chap. 4060 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes* (p. 4267) ; Chap. 4140 : *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prime de change aux travailleurs immigrés italiens* (p. 4282) ; Chap. 5020 : *Aide aux travailleurs immigrants* (p. 4282) ; *Suite du débat* (p. 4288) ; Chap. 4060 : *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 juin 1950] (p. 4361, 4362) ; — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 novembre 1950] (p. 8251, 8252) ; — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8273, 8274, 8275) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 février 1951] (p. 900, 901) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 mars 1951] (p. 1748) ; Art. 1^{er} : *Exclusion des exploitants agricoles du bénéfice de l'article* (p. 1753) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre les ouvertures de crédit prévues par l'Assemblée Nationale* (p. 1754) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Renard tendant à porter l'allocation à 66.000 francs par an* [9 février 1951] (p. 995) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur* [16 mars 1951] (p. 2057, 2058, 2059, 2060) ; Chap. 1000 : *Personnel temporaire de l'Administration centrale* [20 mars 1951] (p. 2190) ; Chap. 1110 : *Demande de rétablissement des crédits pour les directions régionales de la Sécurité sociale, présentée par le Gouvernement* (p. 2192) ; *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 2193) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 2193) ; Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le*

remboursement des frais de tournée, présentée par le Gouvernement (p. 2194) ; Chap. 3050 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais d'enquête de main-d'œuvre, présentée par le Gouvernement* (p. 2195) ; Chap. 3060 : *Demande de rétablissement des crédits pour le service mécanographique, présentée par le Gouvernement* (p. 2195, 2196) ; Chap. 3100 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 2215) ; Chap. 3110 : *Loyers et frais de réquisition* (p. 2215) ; Chap. 4120 : *Prime d'accueil aux immigrants italiens* [21 mars 1951] (p. 2257, 2258) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. Theetten tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'aide aux travailleurs immigrants* (p. 2258) ; Art. 4 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à instituer une taxe sur le renouvellement des autorisations de travail aux étrangers* (p. 2263) ; Article additionnel : *Amendement de M. Huriaux tendant à ne pas considérer comme revenu professionnel les allocations de chômage, pensions de guerre et pensions d'invalidité* (p. 2264) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1951] (p. 5598) ; Art. 3 bis : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre le texte du Conseil de la République autorisant des créations d'emplois à la Caisse nationale de sécurité sociale* (p. 5599) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite (Œuvre de la législation)* [17 avril 1951] (p. 3393, 3394, 3395) ; — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 mai 1951] (p. 5052) ; — du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bichet tendant à prévoir l'autorisation du Ministre des travaux publics* [21 mai 1951] (p. 5617) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la 6^e session de l'Assemblée de l'O. N. U. ; Article unique : *Son amendement tendant à consulter la Commission de contrôle des opérations immobilières* [21 mai 1951] (p. 5618) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant une aide*

financière pour l'équipement des théâtres privés de Paris [21 mai 1951] (p. 5619) ; Art. 39 : *Sa demande de rétablissement de l'article créant une taxe spéciale sur le prix des places des théâtres privés de Paris* (p. 5620).

LE COUTALLER (M. Jean), *Député du Morbihan.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à appliquer à l'ensemble de la pension et des majorations s'y rattachant la majoration de 10 0/0 sur pension accordée aux titulaires ayant élevé trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, n° 1756. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 2128. — Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 2685. — Le 26 décembre 1947, un rapport au nom de la Com-

mission des pensions sur la proposition de loi de M. Louis Marin, tendant à supprimer tout délai entre la mise à la retraite ou la disparition des fonctionnaires civils ou militaires et le paiement de leur pension de retraite et de celle de leurs veuves ou orphelins, n° 3010. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire connaître dès maintenant, dans quelles limites et conditions les titres de l'emprunt dit « forcé », pourront être admis en souscription aux emprunts locaux de la reconstruction, n° 3303. — Le 2 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à calculer le prélèvement institué par la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948, sur la moyenne des bénéficiaires réalisés pendant les années 1940 à 1946 incluse, en ce qui concerne les victimes de la guerre (sinistrés, spoliés, prisonniers, déportés), n° 3626. — Le 11 mars 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 3746. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite, bénéficiant d'une pension basée sur la durée des services, de percevoir des avances mensuelles dès l'expiration du premier mois qui suit la date de leur mise à la retraite, n° 4075. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter la loi validée des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941 modifiée par la loi du 16 mai 1946 relative aux associations syndicales de remembrement et de reconstruction, n° 5051. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 5104. — Le 19 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dé-